

➤ LOI DE FINANCEMENT DE LA SÉCURITÉ SOCIALE 2019 : STOPPONS LES ATTAQUES CONTRE LA SÉCURITÉ SOCIALE

« Jamais nous ne tolérerons qu'un seul des avantages de la Sécurité sociale soit mis en péril »

Ambroise Croizat,

LES GOUVERNEMENTS PASSENT MAIS LES ATTAQUES SE POURSUIVENT CONTRE NOTRE BIEN COMMUN : LA SÉCURITÉ SOCIALE

A sa création la Sécurité sociale était entièrement financée par les cotisations issues du travail (cotisations patronales et salariales) sur un principe de solidarités entre les actifs et les retraités, les bien-portant et les malades, les ménages avec enfants et ceux qui n'en ont pas, les plus aisés et les plus pauvres.

MACRON POURSUIT AVEC DÉMAGOGIE LES ATTEINTES À LA « SÉCU »

Macron comme ces prédécesseurs, avec beaucoup de démagogie communique sur le « trou » de la Sécurité sociale afin de légitimer des choix idéologiques qui répondent aux exigences patronales qui pourront permettre progressivement à la sphère financière de mettre la main sur un budget qui représente 2,5 fois le budget de l'État. En 2018, ce sont 4,2 milliards d'économies qu'il a fallu réaliser en matière de dépenses d'assurance maladie (ONDAM).

S'EN PRENDRE AU SALAIRE SOCIALISÉ, AUX PRESTATIONS ET AUGMENTER NOS FRAIS DE SANTÉ !

Dans la droite ligne de ses prédécesseurs et de façon radicale, ce gouvernement s'attache à miner deux caractéristiques fondamentales de notre système : d'un côté détruire le salaire socialisé en supprimant les cotisations (patronales comme salariales) au nom de l'augmentation du pouvoir d'achat et de la lutte contre le chômage et d'autre part diminuer les prestations en augmentant le forfait journalier, supprimant des lits dans les hôpitaux...

LES PLUS PAUVRES ET PLUS FRAGILES SERONT LES PREMIÈRES VICTIMES DU PLFSS :

La part grandissante du financement de la Sécurité sociale par l'impôt (augmentation de la CSG) associée aux restrictions budgétaires confirme encore une fois la politique globale de son démantèlement. Ce sont des mesures profondément injustes qui vont particulièrement peser sur les plus pauvres, les plus fragiles (jeunes, retraité.e.s, chômeurs,...)

LES CONDITIONS DE TRAVAIL SE DÉGRADENT, LES LIEUX D'ACCUEIL FERMENT

16 000 suppressions d'emploi en dix ans à la sécu voilà le résultat de l'austérité appliquée à tous les étages de notre protection sociale. Cette destruction d'emploi se traduit par la dégradation des conditions de travail, mais aussi par la fermeture des lieux d'accueil pour les usagers alors que la pauvreté touche de plus en plus de personnes. Dans les organismes de Sécurité sociale, les salarié.e.s verront à nouveau les moyens revus à la baisse, avec une réduction de leurs frais de fonctionnement de 15 % sur les quatre prochaines années alors que les frais de gestion sont déjà très bas (beaucoup plus bas que dans les assurances). Nous connaissons les conséquences de ces baisses budgétaires, restrictions en matière de postes, de lieux d'accueil du public, la course au « tout informatique », la déshumanisation du service rendu

Défendre la Sécurité sociale, c'est défendre le dernier rempart contre ce système ultra-libéral qui se radicalise. Défendre la Sécurité sociale, c'est combattre l'idée de régression sociale.

LA CGT PROPOSE :

- Augmenter les salaires de façon significative sur la base du SMIC à 2 000 euros (1 % d'augmentation représente 2,2 milliards d'euros pour la Sécurité sociale).
- Renforcer la lutte contre la fraude des entreprises en matière de cotisations sociales.
- Mettre en place une réelle égalité professionnelle qui aurait un impact important sur les recettes de la Sécurité sociale.
 - Mettre fin aux allégements et exonérations de cotisations
 - Mettre fin au CICE...